

Une filière nucléaire secrète nord-coréenne en Syrie

LE MONDE | 18.06.08 | 11h41 • Mis à jour le 18.06.08 | 12h37

VIENNE, ENVOYÉE SPÉCIALE

Que se tramait-il à Al-Kibar? Détruit le 6 septembre 2007 par un raid de l'aviation israélienne, ce site au milieu du désert, dans l'est de la Syrie, doit être pour la première fois visité, du 22 au 24 juin, par des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ayant la forme d'un bâtiment cubique de 21 mètres de haut, il abritait, selon une présentation faite le 24 avril par les agences de renseignement américaines, un réacteur nucléaire clandestin construit selon le modèle du réacteur nord-coréen de Yongbyon.

D'après nos informations, l'AIEA détient des données, provenant de plusieurs sources non américaines, qui appuient cette analyse.

Certaines de ces informations sont des photographies satellite fournies par différents pays. D'autres sont tirées des investigations que l'AIEA a effectuées par le passé sur les activités nucléaires de la Corée du Nord. D'autres encore viennent des recherches menées par l'AIEA sur les réseaux clandestins d'acquisition d'équipements nucléaires dans le monde.

Après la Libye et l'Iran, la Syrie, dont le président Bachar Al-Assad est invité à Paris en juillet, est le troisième cas de prolifération au Proche et au Moyen-Orient.

Le dossier Al-Kibar – qui s'annonce comme l'une des grandes énigmes nucléaires de ces dernières années – survient à un moment particulièrement délicat dans les enjeux diplomatiques au Proche-Orient. La Syrie est engagée dans des pourparlers indirects avec Israël. Son président, Bachar Al-Assad, a récemment envoyé des signaux aux Occidentaux suggérant qu'il cherche à rompre son isolement international.

Le cas syrien a une particularité : alors que la Libye et l'Iran s'étaient adressés, pour leurs fournitures secrètes en technologie nucléaire, au réseau clandestin du Pakistanais Abdul Qadeer (A.Q.) Khan (le "père" de la bombe atomique pakistanaise), c'est à la Corée du Nord que la Syrie a fait appel pour se doter clandestinement de ses équipements. L'enquête de l'AIEA sur la Syrie pose ainsi la question de l'existence d'un "marché noir" nord-coréen du nucléaire. Le périmètre exact de la coopération nord-coréenne avec la Syrie et la possibilité que d'autres pays aient pu bénéficier de ce genre d'assistance fournie par Pyongyang sont au centre des inquiétudes.

Deux questions centrales vont occuper les inspecteurs de l'AIEA : d'où le combustible pour le réacteur d'Al-Kibar était-il censé venir? Et y a-t-il en Syrie une installation secrète de retraitement du combustible usé? Le retraitement est une technologie qui permet de produire du plutonium utilisable dans la fabrication d'une arme nucléaire. C'est par cette méthode que les Nord-Coréens se sont dotés de l'arme atomique qu'ils ont testée en 2006.

L'enquête sera d'autant plus compliquée que les puissantes bombes israéliennes qui se sont abattues sur le site d'Al-Kibar ont laissé une montagne de débris que les Syriens ont, par la suite, partiellement évacués. Un nouveau bâtiment a été construit à cet endroit, rendant difficile tout travail d'excavation. L'AIEA pourrait, dans un premier temps, prélever des échantillons dans le sol, à la recherche de traces de graphite semblable à celui utilisé dans le réacteur de Yongbyon.

Les liens entre la Syrie et la Corée du Nord sont intenses depuis des années. Le régime nord-coréen a joué un rôle central dans l'acquisition par la Syrie de missiles balistiques. Or les méandres du trafic du nucléaire suivent souvent ceux de la prolifération en matière balistique, observent des experts.

Une photographie diffusée par la CIA en avril montre le chef de l'Agence syrienne de l'énergie atomique, Ibrahim Othman, aux côtés d'un des responsables du programme nucléaire nord-coréen, Chon Chibu. Le cliché aurait été pris en Syrie. Selon nos informations, Chon Chibu – avec lequel l'AIEA a été en contact dans les années 1990 – a subitement disparu de Corée du Nord à cette époque. L'une des hypothèses retenues aujourd'hui est qu'il a pu travailler en Syrie, aux côtés d'autres ingénieurs nucléaires et techniciens nord-coréens.

La construction d'Al-Kibar, sur les rives de l'Euphrate, a commencé vers 2001. Elle semble avoir été décidée par Hafez Al-Assad, le père et prédécesseur de l'actuel président syrien. Pour tenter de se doter d'une filière nucléaire, la Syrie s'était adressée, dans les années 1990, à des groupes en Russie, et aussi en Chine. Ces tentatives n'ont pas abouti. De l'aveu même de Damas, le Pakistanais A. Q. Khan s'est rendu en Syrie à la même époque, mais l'offre qu'il formula fut rejetée.

C'est par la suite seulement que la Syrie s'est tournée vers la Corée du Nord. Les motivations de cette dernière auraient été de deux ordres : d'une part l'attrait du gain financier lié à la vente d'un réacteur nucléaire; d'autre part, la perspective d'accroître sa marge de manœuvre au moment où l'accord de 1994 passé avec les Etats-Unis – dans lequel Pyongyang renonçait à son programme nucléaire militaire en échange d'aides – semblait vaciller.

Alors qu'Israël a observé un grand silence sur les circonstances et les raisons de la frappe aérienne de septembre 2007, la Syrie a varié dans ses déclarations au fil du temps. Elle a d'abord affirmé que des avions israéliens avaient lâché, au-dessus du désert, des munitions qui avaient explosé. Puis reconnu qu'Al-Kibar avait bel et bien été bombardé, mais qu'il ne s'agissait que d'une simple installation militaire. Fin avril, elle qualifiait de *"ridicules"* les données présentées par le renseignement américain.

Mais lors de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA à Vienne, début juin, le représentant syrien, Ibrahim Othman, s'est gardé de dire qu'Al-Kibar n'était pas un site nucléaire. Cette omission a beaucoup attiré l'attention des diplomates occidentaux et des experts de l'Agence, qui pensent que Damas se ménage une position de repli au cas où de nouveaux indices de travaux nucléaires seraient découverts.

M.Othman a dit espérer que l'AIEA travaillerait *"sans préjugés"*, assurant qu'il n'y aurait pas d'entraves à sa mission. Toutefois, selon des diplomates, l'AIEA n'a pas été autorisée à se rendre sur trois autres sites, en Syrie, qui éveillent des soupçons. Al-Kibar a été soigneusement dissimulé par la Syrie pendant des années. Une partie importante de l'installation était souterraine. Un toit et des murs de camouflage avaient été dressés, lui conférant un aspect cubique qui le banalisait. Les révélations sur Al-Kibar placent la Syrie en violation de ses obligations au regard du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qu'elle a ratifié en 1969, et des textes qui s'y rattachent : tout début de construction d'un site nucléaire civil doit en effet être déclaré à l'AIEA.

L'AIEA est elle-même placée dans une position délicate car l'affaire Al-Kibar peut être perçue comme une nouvelle illustration – après les cas libyen et iranien – d'une incapacité de l'Agence à détecter à temps des programmes nucléaires clandestins dans le monde. Signe des tensions que ce dossier suscite, le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, a vivement protesté contre le bombardement israélien et contre la lenteur de la transmission de certains renseignements à l'Agence. Il a aussi déclaré, mardi 17 juin, que la Syrie n'avait pas *"les ressources humaines qui lui permettraient de mener un programme nucléaire d'envergure"*.

Natalie Nougayrède

CHRONOLOGIE

6 septembre 2007. L'aviation israélienne bombarde le site d'Al-Kibar dans l'est de la Syrie. Début octobre. Les Syriens rasent au bulldozer ce qui reste du site, après en avoir retiré des éléments.

24 avril 2008. Les agences de renseignement américaines affirment, photographies et diagrammes à l'appui, que la Corée du Nord a aidé la Syrie à se doter d'un réacteur nucléaire «à des fins non pacifiques».

2 juin. L'AIEA annonce l'envoi d'inspecteurs en Syrie, du 22 au 24 juin.

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Economie

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Voyages

» Progr
» Newsl
» RSS

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€

visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légi